

## **Hu Jintao aux Etats-Unis : La Méfiance réciproque (19 05 06)**

### **Après le voyage du Président Chinois à Washington, un climat de méfiance s'est installé entre les deux partenaires**

Le voyage du président Chinois Hu Jintao aux Etats-Unis était attendu aussi bien par les officiels chinois que par les responsables américains et l'équipe de G. W. Bush. Ce voyage officiel était en préparation depuis l'été 2005 et prévu à l'automne. Il avait été reporté pour cause de cyclone (le cyclone Katerina en Louisiane) alors que les relations sino-américaines commençaient à s'assombrir par suite de divergences en politique internationale comme l'attitude à adopter à l'égard des velléités nucléaires de l'Iran. Le journal de Hong Kong « South China Morning Post » annonçait à la veille de la visite que « ...à part quelques contrats, les milliards de dollars habituels, il y a peu à espérer sur les sujets qui fâchent... »

### **Quels sont précisément les sujets qui fâchent ?**

- Les droits de l'homme
- La croissance de la puissance militaire chinoise
- La sous évaluation de la monnaie chinoise, le Yuan
- Le déséquilibre des échanges commerciaux

Le président chinois n'a pas hésité à apporter une réponse à toutes les critiques et pour prouver sa bonne foi, il a ouvert son carnet de chèques à Boeing et aux producteurs de blé du Middle West. Au cours d'un dîner à Seattle, à la résidence privée de Bill Gates, il a même promis de veiller au respect du droit des affaires et des copyrights. Mais si G.W. Bush, premier mandat n'a guère changé de politique au cours de sa deuxième mandature, en revanche Hu Jintao ne ressemble pas à son prédécesseur Jiang Xemin. Plus renfermé, plus secret, il n'a convaincu qu'à moitié ses interlocuteurs économiques et pas du tout ses interlocuteurs politiques, de G.W. Bush lui-même aux sénateurs et membres du Congrès avec lesquels il s'est entretenu. En 2002, Jiang Xemin avait su se rendre populaire en chantant en italien à George W. Bush, « O Sole Mio ». Ce n'est pas tout à fait là le genre d'Hu Jintao. Il a eu beau expliquer à son homologue américain que la Chine devait à l'intérieur relever suffisamment de défis pour avoir autre chose en tête que la contestation d'une suprématie américaine, le gouvernement Bush n'en a rien cru. Lors de sa visite à Shanghai en 2005, Hu Jintao avait déjà expliqué au président américain, que plus de vingt millions de chinois quittent chaque année la campagne pour s'agglutiner autour des villes, qu'en 2020, il faudrait bâtir quatre cents villes de plus d'un million d'habitants et trouver du travail à cinq cent millions de chinois, l'administration américaine n'a pas compris ou fait semblant de ne pas comprendre que l'ampleur des problèmes que la Chine doit résoudre, la disqualifie pour le titre de première puissance mondiale et ce, pour un siècle ou plus.

**L'administration américaine met l'accent sur l'expansion des capacités militaires de Pékin de quatorze pour cent par an** pour argumenter que le développement pacifique de la Chine, avancé par Hu Jintao ne serait que de la poudre aux yeux qui masquerait les intentions bellicistes de Pékin, notamment en vue d'une reconquête de Taiwan par la force. Or, tous les experts savent que l'armée chinoise est en train de se professionnaliser et que les forces armées jusqu'ici trop nombreuses et mal équipées ont été réduites de moitié en nombre et que leurs équipements sont en voie de modernisation. Alors, croissance pacifique comme Hu Jintao tente d'en convaincre les Américains ou avidité de conquête tant en Asie du Sud-Est que dans le reste du monde ? Howard W. French, éditorialiste du International Herald Tribune écrivait le 20 avril, ... « il est absolument vrai que les problèmes internes de la Chine absorbent la plus grande part de son énergie et qu'il continuera d'en être ainsi dans un avenir prévisible...Que le système bancal du pays puisse perdurer n'est rien d'autre qu'une conclusion inévitable...La Chine est de plus en plus dépassée par des problèmes colossaux, qu'il s'agisse d'environnement ou d'énergie ou d'une manière moins évidente de citoyenneté et de libre expression... »

**L'impatience américaine face à la Chine se manifeste sur des problèmes concrets**, en dehors de toute réflexion à court et à moyen terme, tel le problème du Yuan que la communauté internationale estime à juste raison sous évalué. Certes, l'été dernier, la Banque Centrale de Chine a fait un geste en acceptant une augmentation de 2,1 %, mais les milieux d'affaires américains attendaient beaucoup plus, certains exigeaient une réévaluation de 40 %. Un sénateur a même demandé une taxation des importations chinoises de 27,5 % tant que le Yuan ne serait pas réévalué. Sur ce point, Hu Jintao a continué de laisser planer un flou artistique. Les Chinois estiment que par leurs achats massifs de bons du trésor américains, ils contribuent à financer le déficit budgétaire du gouvernement de Washington. C'est comme si Pékin prêtait de l'argent au consommateur américain pour lui permettre d'acheter les produits de l'exportation chinoise. C'est en partie exact mais il faut ajouter un bémol, à savoir que les exportations chinoises vers l'Amérique ou l'Europe sont dans beaucoup de cas des opérations réalisées par des sociétés japonaises ou américaines implantées en Chine.

**Il n'empêche qu'aux Etats-Unis comme en Europe, les idées protectionnistes font leur chemin.** Dans le journal "Le Monde" du 23/24 avril, Eric Le Boucher écrivait que... « les appétits de démocratie et de consommation iront de pair et peu à peu, l'économie chinoise cessera de reposer sur la seule exportation pour dépendre de la dépense des ménages. Cette Chine à la croissance plus endogène aura rejoint le parcours normal des démocraties de marché... » Pour l'instant, on ne peut pas affirmer que les appétits de démocratie vont de pair avec les appétits de consommation, au contraire, car sur le plan politique, Hu Jintao est resté

étrangement sourd et aveugle, bien que G. W. Bush ait fait une concession de taille en réaffirmant que les Etats-Unis ne reconnaissaient qu'une seule Chine mais à condition que pour ce qui est de la question de Formose, le statu quo soit respecté.

**Les deux protagonistes paraissent d'accord sur cette formule car il semblerait que ni l'un ni l'autre n'ait intérêt à un quelconque changement.** Après la tenue de l'assemblée Nationale Populaire chinoise, en mars 2005, les Etats-Unis avaient décidé de pratiquer à l'égard de la Chine une politique de « containment » qui ne voulait pas dire son nom. Washington surveillait avec soin la politique adoptée par les Chinois à l'égard de la Birmanie (Myanmar), ainsi que vis à vis de la Corée et du Japon dont la neutralité pourrait être considérée comme autant de jalons d'une « ceinture de sécurité » (« belt security ») de la Chine. En ce qui concernait la Birmanie, le gouvernement dictatorial des généraux avait passé avec Pékin des accords d'assistance mutuelle pour prévenir toute tentative américaine de blocus qui aboutirait par exemple à interdire aux Chinois de faire transiter leur pétrole iranien ou autre par le détroit de Malacca où 60 % des approvisionnements pétroliers importés par Pékin transitent actuellement. Un oléoduc qui traverserait la Birmanie jusqu'à la frontière chinoise raccourcirait de plus de trois mille kilomètres, le trajet en mer du pétrole du Moyen-Orient. Exclue jusqu'à nouvel ordre, une intervention militaire américaine en Corée ou en Chine faisait partie d'un scénario évoqué notamment avec les Sud Coréens et sans doute avec les Japonais. Bien que les députés conservateurs au Congrès aient manifesté le souhait d'élaborer une stratégie consistant à établir une tête de pont entre la Corée du Nord, la Chine et la Corée du Sud, une manœuvre qui avait réussi à Mac Arthur pendant la guerre de Corée, la perspective d'un engagement américain de ce type était impossible à envisager pour deux raisons : le rapprochement économique de la Corée du Sud avec le Nord et le fardeau américain en Irak. La montée en puissance des capacités militaires chinoises inquiétait cependant les Etats-Unis qui la considéraient comme une menace majeure pour les forces américaines dans le Pacifique. Le chef du Pentagone Donald Rumsfeld était plus particulièrement préoccupé par l'évolution de la marine chinoise d'un état de « lacustre navy » à celui d'une « ocean navy » autrement dit littéralement d'une marine de lac à une marine d'océan. L'intrusion peut-être involontaire ou non d'un sous-marin nucléaire chinois dans les eaux territoriales japonaises avait mis en émoi les états - majors japonais et américains. A l'inverse la Chine avait pour préoccupation constante la sécurité de ses approvisionnements pétroliers à travers les détroits de Malacca et de Formose.

**Les Chinois sont loin d'être prêt à un affrontement armé dans le détroit de Formose.** Quant à la septième flotte américaine, elle entretient avec l'état-major des forces armées de Chine populaire des rapports suivis et courtois comme en témoigne les visites répétées à Pékin de l'Amiral Fallon, commandant de la septième flotte. Malgré craintes et méfiances, les contacts sino-américains au niveau militaire n'avaient jamais été meilleurs qu'au début de septembre 2005. L'amiral William J. Fallon chef du commandement américain dans le Pacifique avait rencontré à Pékin Guo Boxiong, vice-Président de la Commission Militaire Centrale. Lors de l'entretien, le général Guo avait indiqué que grâce aux efforts conjugués, les relations bilatérales des deux armées étaient au beau fixe. « Pour faire progresser les liens entre les deux pays et les deux armées, nous devons multiplier les dialogues et élargir le champ de la coopération ». Il avait expliqué ensuite la position chinoise sur le problème de Taiwan. Selon le communiqué publié par le Quotidien du Peuple en ligne, l'amiral Fallon avait fait remarquer que les Etats-Unis attachaient de l'importance à la coopération amicale avec l'armée chinoise, et espéraient que les deux côtés raffermiraient leurs liens sur la base de l'avantage réciproque. L'Amiral américain avait également rencontré Liang Guanglie, membre de la commission militaire et chef d'Etat-major général. Ce dernier avait souligné que les deux parties devraient traiter leur relation dans l'optique stratégique et à long terme, accroître les points de consensus, réduire ceux de désaccord et régler les problèmes de manière à ce que leurs relations soient saines et stables. » La réponse de l'amiral Fallon précisait que son pays n'avait pas changé de position sur le problème de Taiwan et la politique d'une seule Chine et espérait que les différends seraient résolus pacifiquement.

**En contrepoint, le 17 août 2005, dans une interview particulièrement mordante, la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice avait exprimé les inquiétudes de l'administration Bush au sujet de l'augmentation des dépenses militaires de Pékin** et affirmé à ce propos qu'elles lui paraissaient surdimensionnées eu égard à ses seuls intérêts régionaux... » Manquements en matière de Droits de l'Homme, restrictions à la liberté de culte, les critiques inhabituelles de Rice, montraient d'après les commentaires du journaliste, Joel Brinkley « l'ambivalence et la frustration de l'administration (Bush) à l'égard de la Chine, alors que les fonctionnaires de l'administration fédérale préparaient la visite officielle du Président Hu Jintao à Washington... » Brinkley faisait remarquer qu'habituellement, Mrs. Rice adoptait à l'égard de la Chine une tonalité positive et ne manquait pas une occasion de dire que les relations bilatérales ne pouvaient pas être meilleures. Or, soudain, elle prenait le temps d'expliquer pourquoi la Chine paraissait présenter une telle incertitude diplomatique... « Nos relations avec la Chine sont importantes et complexes ; il y a du bon et du mauvais, mais nous essayons de nous concentrer sur l'idée que d'une manière ou d'une autre, la Chine pèsera lourd sur les relations internationales. C'est une puissance de premier plan dont l'importance ne peut que grandir... » Après le passage dévastateur de l'ouragan Katerina, la Chine avait réaffirmé sa solidarité avec les USA et préconisé une intensification du dialogue entre les deux pays par la voix de Hu Bangguo, président du comité central de l'Assemblée Nationale Populaire de Chine, le 11 septembre 2005, au cours d'une rencontre à New York avec Mark Steven Kirk coprésident du groupe de travail américano-chinois de la Chambre américaine des représentants. De son côté, la partie américaine avait répondu que le développement chinois ne posait pas de menace aux Etats-Unis mais qu'au contraire, il leur fournissait des opportunités.

**Dans son ouvrage « Modern China », Graham Hutchings, parle de la nature volatile des relations sino-américaines.**

D'une administration américaine à une autre, les comportements participent de cette volatilité. Au cours des visites du Président Jiang Zemin aux Etats-Unis en 1997 et du Président Clinton à Pékin l'année suivante, les deux chefs d'Etat avaient déclaré avoir formé un partenariat stratégique. Or, Washington bruissait de rumeurs : la Chine aurait secrètement accordé des fonds au Parti Démocrate pour la campagne présidentielle de 1996. Les Chinois auraient dérobé des secrets militaires aux Etats-Unis, qui leur auraient permis de mettre au point leur arsenal nucléaire et bien d'autres graves accusations faites pour instaurer la méfiance entre les deux capitales. A Pékin, ces allégations n'étaient pas sans lien avec des résurgences nationalistes. Le renforcement du traité de sécurité entre les Etats-Unis et le Japon et l'accord intervenu entre Washington et Tokyo pour développer la TMD (Theater Missile Defence) n'avaient pas manqué de nourrir l'inquiétude de Pékin d'être de

nouveau encerclée par des alliances militaires hostiles, comme ce fut le cas en 1950, après la prise de pouvoir des communistes de Mao Dzedong. Mais, affirmait Graham Hutchings dans *Modern China*, c'est la guerre au Kosovo qui avait révélé la nature fragile des relations sino-américaines. L'incident du bombardement de l'Ambassade de Chine à Belgrade qui tua deux diplomates chinois en blessa beaucoup d'autres et détruisit l'immeuble diplomatique ne pouvait pas, selon les officiels chinois, être du au hasard d'une erreur de tir de la part des forces de l'OTAN. Les manifestations qui suivirent montrèrent que la jeunesse chinoise partageait sur ce point l'opinion de ses dirigeants.

**En quelques heures, les Etats-Unis étaient passés d'une position amie à un statut d'ennemi.** Il était plus facile pour les communistes, de régler ainsi les contradictions avec leurs ennemis que celles survenant avec des amis, pour reprendre la distinction de Mao, jamais abandonnée par le Parti communiste. Non seulement, Beijing avait gelé les contacts militaires mais encore, les négociations d'adhésion de la Chine à l'O M C (Organisation Mondiale du Commerce) s'en étaient trouvées retardées. Cette « volatilité mutuelle » des relations entre Washington et Pékin revêtait-elle l'importance que certains analystes lui prêtaient ?

La question se posait de savoir si elle était seulement conjoncturelle ou si elle représentait une réaction systématique, inhérente à la politique de chacun des pays. Le 9 septembre 2005, un petit événement, abondamment commenté par les spécialistes militaires, était survenu à point pour relancer le débat. Dans ce que Japonais et Américains avaient considéré comme une provocation sans précédent, la Chine avait déployé une force navale de cinq bâtiments y compris un destroyer lance-missile dans une zone potentiellement riche en gaz, entre Okinawa et Taiwan, revendiquée en exclusivité par la Chine, le Japon et d'autres pays de la région. Il est probable que ce type de démonstration de puissance navale ne visait ni un objectif touchant à la politique intérieure japonaise, ni la propriété exclusive de gisements de gaz dans le Pacifique Est.

**En l'absence de délimitation précise des eaux territoriales dans cette région, c'était plutôt un avertissement concernant Taiwan : attention ! Ne pas toucher...Taiwan et le continent ne sont qu'une seule et même Chine.** Historiquement le soutien de Washington tantôt à la Chine, tantôt au Japon avait toujours été déterminant dans l'équilibre de puissance de la région. Les commentaires d'un général chinois pendant l'été 2005, affirmant que la Chine n'hésiterait pas à utiliser l'arme nucléaire si les Etats-Unis intervenaient dans un conflit à propos de Taiwan, avaient rappelé aux stratèges américains à quel point Taiwan était le point chaud et central de tous les scénarios géopolitiques de la zone Asie – Pacifique. Pour le Japon, le détroit de Formose et les eaux entourant l'île de Taiwan aux mains des Chinois équivalaient en cas de crise à mettre la tête sur le billot, dans la mesure où tous les approvisionnements en pétrole de l'archipel nippon passent par les voies maritimes autour de Taiwan. Mais pour être efficace si les relations Chine Japon tournaient à l'aigre, Tokyo aurait besoin de l'appui de Washington et plus particulièrement de la septième flotte et de ses sous-marins nucléaires et vice-versa si les Américains devaient mettre à exécution les engagements de défense pris avec Taiwan et le Japon. Pendant la guerre froide, des opérations conjointes du Japon avec les Etats-Unis avaient pour objectif d'éloigner les sous-marins soviétiques de la mer du Japon ; Aujourd'hui, ce sont les sous-marins chinois qui sont présents dans cette zone, mais, comme par le passé, la politique nippo-américaine garde ce caractère de « containment. » dont le concept était cher à Foster Dulles pendant le conflit coréen dans les années 50.

En guise de conclusion provisoire il faudrait aborder le problème du cas de conscience posé par la volonté réaffirmée de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire. Malgré les dénégations du président Ahmadinejad, l'effort consenti par les Iraniens pour l'enrichissement de l'uranium dépasse de beaucoup les capacités d'utilisation exclusivement à des fins de développement d'une source d'énergie civile et non militaire. Le Président Bush et les Européens ont un point de vue commun qui diffère de celui de la Chine et de la Russie. L'accord conclu par les Russes avec les Iraniens pour enrichir ensemble l'Uranium est approuvé par la Chine mais ni par les Etats-Unis ni par l'Europe des 25.

**Les Américains ne veulent absolument pas laisser la Russie et accessoirement la Chine, arbitrer un différend dans lequel les deux pays sont partie prenante,** l'un pour des raisons évidentes de géopolitique, l'accès à une façade maritime convoitée, celle de la Mer Rouge et de l'océan indien, l'autre en tant que bénéficiaire du pétrole iranien. De toute les façons, Moscou et Pékin sont bien conscients que seuls les Américains sont capables de venir à bout d'une crise internationale, sans doute la plus grave depuis le déclenchement de la seconde guerre d'Irak.

**Jean-Claude Courdy**